

Flottille pour Gaza : Ban Ki-moon rencontre les membres du Panel d'enquête

10 août 2010 – A l'issue d'une rencontre mardi avec les membres du Panel d'enquête sur l'incident de la flottille pour Gaza le 31 mai, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a précisé que son objectif « n'était pas de déterminer une responsabilité pénale individuelle mais d'examiner et d'identifier les faits, les circonstances et le contexte de l'incident ».

« Le Panel va recevoir et revoir les rapports des enquêtes nationales de l'incident et demander des clarifications et des informations aux autorités nationales », a indiqué mardi le bureau du porte-parole du Secrétaire général de l'ONU à l'issue de la rencontre.

Le Panel, composé de quatre membres, va s'atteler dans les prochains jours à déterminer les modalités d'action de son travail. A ce sujet, le chef de l'ONU a précisé que les membres de ce panel « devraient rechercher la pleine coopération des autorités nationales ». Ils rendront un premier rapport dès le 15 septembre 2010.

Ban Ki-moon a exprimé son espoir de voir une amélioration du processus de paix et des relations entre la Turquie et Israël grâce à la mise en place du Panel d'enquête. La flottille pour Gaza était partie de Turquie.

Samedi dernier, les membres israélien et turc du Panel ont été nommés. Le représentant d'Israël, Joseph Ciechanover, et celui de la Turquie, Ozdem Sanberk, ont rejoint mardi les deux autres membres, Geoffrey Palmer, Président du Panel et ancien Premier ministre de Nouvelle-Zélande, et Alvaro Uribe, Vice-Président du Panel et Président sortant de Colombie.

Parallèlement, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Sihasak Phuangketkeow, a nommé en juillet trois experts pour prendre part à une Mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée également d'enquêter sur l'incident de la flottille pour Gaza. La mission a tenue mardi une première réunion à Genève, en Suisse.

L'objectif de cette mission est de « déterminer s'il y a eu une violation du droit international, du droit international humanitaire et des droits de l'homme ». Le Président de la mission, le Juge Karl T. Hudson-Phillips, a souligné mardi que la mission allait mener ses travaux « sans aucun parti pris ou préjugé ». Il a également souhaité « que la Mission soit autorisée à avoir un plein accès à toutes les personnes et au matériel pertinents dans tous les pays concernés ». Il a également indiqué l'intention de la Mission « de voyager dans la région » et « d'interroger les personnes et de rassembler des informations de première main ».

Les trois experts sont le Juge Karl T. Hudson-Phillips, de Trinité-et-Tobago, ancien juge à la Cour pénale internationale ; Sir Desmond de Silva, du Royaume-Uni, ancien Procureur en chef du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone; et Mary Shanthi Dairiam, de Malaisie, ancienne membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

La Mission présentera son rapport à la prochaine session du Conseil des droits de l'homme en septembre prochain.